

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 12 au 18 mars 2016

Rappel, la semaine dernière : Réforme du code du travail, Crise migratoire, Légion d'honneur au prince saoudien ...

Réforme du code du travail : en baisse assez nette

Les réactions au projet de réforme du code du travail **ne totalisent plus qu'une cinquantaine de courriers**. La plupart des correspondants **campent sur leurs positions, indépendamment de l'avancée des négociations**. A cet égard, **les modifications présentées en début de semaine n'ont pas été commentées**.

Les courriers critiques restent stables à 50%, dont près de la moitié émanent de sympathisants socialistes désabusés : « *Je croyais avoir voté pour la gauche en 2012 mais apparemment non* » ou dramatisant les enjeux : « *La survie du socialisme dépend de l'avenir de ce projet* ». La modification de la définition du licenciement économique et le plafonnement des indemnités prud'homales demeurent les propositions les plus critiquées pour leur risque « *de recul significatif des droits des salariés* ».

27% des correspondances relaient des messages de soutien et d'encouragement : « *Vous avez raison de dépoussiérer le code du travail* » ; « *La modernité est indispensable, tenez bon* ». Pour un tiers de ces défenseurs du projet, l'influence des syndicats les plus contestataires est jugée disproportionnée : « *Comment une poignée de rôleurs peut ralentir ainsi une réforme ?* ». Accusant ces organisations syndicales de « *manipuler* » les étudiants et les lycéens afin de « *grossir les rangs des manifestants* », ces correspondants **attendent davantage de « pédagogie » de la part du Gouvernement, plus particulièrement de la Ministre** : « *Il faut expliquer votre projet, les raisons et les motivations. Vous devez faire comprendre que c'est une nécessité* ».

Enfin, les 23% restants ont adressé leurs propositions et réflexions sur les évolutions du droit du travail. Si ces correspondants ne formulent pas d'avis sur le projet de loi, la plupart conseillent au Chef de l'Etat de ne pas « *précipiter les choses* » et de « *favoriser le dialogue social* ».

Remise de la Légion d'honneur au prince héritier saoudien : modéré, en baisse

En forte baisse cette semaine, la remise de la Légion d'honneur au prince héritier saoudien **totalise une centaine de messages défavorables** depuis la cérémonie. La plupart de ces correspondants s'indignent de la décoration de Mohammed ben Nayef, considéré comme le représentant d'un régime où les droits de l'Homme sont peu respectés et pratiquant la peine de mort : « *Après avoir vécu trois ans dans ce pays, je tiens à témoigner des exactions commises contre les minorités, les femmes et les plus humbles. Le civisme et la citoyenneté n'existent pas dans ce pays* ». Près d'un tiers d'entre eux, dont des associations, se sont saisi de l'occasion pour demander au Chef de l'Etat Français d'user de ses relations avec le Royaume pour libérer plusieurs détenus condamnés à mort.

19 mars - journée nationale du souvenir : modéré pour le moment

La Journée nationale du souvenir Algérie-Maroc-Tunisie, que présidera le Président de la République samedi 19 mars a entraîné un flot modéré de réaction pour le moment. Parmi les 95% de correspondants fermement opposés au choix de cette date (« *date honteuse de commémoration qui représente le début des représailles horribles du FLN* »), les descendants de pieds-noirs et de harkis sont surreprésentés.

A contrario, dans un esprit d'apaisement, plusieurs intervenants saluent un positionnement présidentiel « *juste et courageux* » et « *suffisamment modéré pour ne pas créer d'injustice et/ou d'inégalités dans le traitement des mémoires des différents acteurs de la guerre d'Algérie* ». On note également quelques attentes autour de la reconnaissance par la France des « *erreurs et atrocités commises* ».

Crise migratoire européenne – Accord UE Turquie : modéré

La plupart s'émeuvent de la situation humanitaire des réfugiés massés aux frontières de l'Union. **La moitié de ces messages sont consacrés aux négociations du Conseil européen, jugées contradictoires avec les principes fondateurs de l'Europe** : « *Aujourd'hui, j'ai honte d'être citoyen de l'UE, oui honte car cette communauté d'Etats, qu'on me vantait comme solidaire durant toute ma scolarité est aujourd'hui en train de trahir tous ses principes, les pays fermant leurs frontières les uns après les autres. Cet accord avec la Turquie est la preuve définitive de cet échec* ». Plus particulièrement, le dispositif de reconduction des demandeurs d'asile à la frontière turque est

jugé « attentatoire à la dignité humaine » et méprisant « à l'égard du droit international » ; tandis que **les compensations relatives à la libéralisation des demandes de visas pour les ressortissants turcs au sein de l'Union européenne, sont vivement rejetées** : « *il est inadmissible de constater le chantage effectué par ce pays, concernant la demande de suppression des visas pour l'admission des citoyens turcs en Europe* ».

Dégel du point d'indice : modéré

Les fonctionnaires n'ont pas été les plus nombreux à réagir : 63% des correspondants sont des retraités ou des salariés du privé dénonçant une mesure à visée électoraliste : « *vous ne faites ça que pour 2017, mais les retraités votent aussi* ».

Après avoir fait part de leurs attentes en matière de pouvoir d'achat, les fonctionnaires ont témoigné parfois avec amertume de leur déception devant cette « *décevante augmentation* » : « *augmentation d'1% !? Quand on voit que les personnes touchant le RSA ont obtenu 2% en septembre !?* ».

Parmi les autres sujets :

- Affaire Barbarin : faible

Quelques correspondants ont réagi à « l'affaire Barbarin », majoritairement pour demander que soit « *respectée la présomption d'innocence* ». La responsabilité du Cardinal est rejetée et les correspondants ne voient « *pas en quoi il est plus coupable qu'un Recteur ou un Inspecteur d'académie qui ferme les yeux sur les fautes, qui mute un enseignant quand il a eu vent de ses mauvaises actions* ». L'intervention du Premier ministre est vivement critiquée : « *Après avoir entendu le Premier ministre demander la démission d'un évêque alors qu'une enquête est en cours et qu'il y a donc "présomption d'innocence", nous souhaitons que vous puissiez "recadrer" votre ministre. Son attitude n'est pas acceptable et irresponsable* ».

- Décoration de Renato Bartolone à l'Assemblée : faible

Quelques messages ont dénoncé, parfois avec ironie, la cérémonie de remise de médaille au frère de Claude Bartolone à l'Assemblée nationale : « *à quel titre Renato Bartolone reçoit cette décoration? Pour célébrer ses "34 ans de service", mon Dieu* ».

Dans le même contexte d'intolérance à tout ce qui peut être perçu comme du favoritisme, le « *recasage* » de Jean-Louis Debré au Conseil supérieur des Archives a également été désapprouvé : « *à 71 ans, ce malheureux M. Debré avait-il besoin d'un nouveau travail pour vivre dignement ?* ».

- Prélèvement à la source : très faible

La mise en œuvre du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu a peu fait réagir les correspondants. **Sans témoigner d'hostilité à la mesure, une poignée exprime néanmoins la crainte que le dispositif ne s'avère financièrement préjudiciable aux contribuables.**

- Attentat en Côte d'Ivoire : très faible

A noter que l'un des correspondants, proche d'une victime, fait part de ses interrogations concernant le nombre officiel de victimes, l'estimant sous-évalué au regard de la « *panique* » ressentie sur place.

- PJJ de modification constitutionnelle au Sénat : 0 pour le moment.

- Tribune de médecins pour l'extension de la PMA : 0 pour le moment